

# ACTION URGENTE

## UNE DÉFENSEURE DES DROITS DES FEMMES DÉTENUE

**Somayeh Rashidi, défenseure des droits des femmes et étudiante de 24 ans, est détenue à la prison d'Evin depuis son arrestation, le 19 décembre 2009. Amnesty International pense qu'elle est incarcérée en raison de ses activités en faveur des droits des femmes. Elle n'est pas autorisée à voir ses avocats ni sa famille.**

**Somayeh Rashidi** participe à la Campagne pour l'égalité depuis son lancement en 2006. Cette initiative, également appelée Un million de signatures, vise à mettre fin à la discrimination dont les femmes font l'objet dans le droit iranien.

Le 14 décembre 2009, des agents des forces de sécurité ont effectué une descente au domicile de Somayeh Rashidi. Ils ont confisqué certains de ses biens, notamment un ordinateur et des notes manuscrites. Par ailleurs, ils lui ont remis une convocation lui demandant de se présenter devant la 12<sup>e</sup> chambre du tribunal révolutionnaire le 19 décembre 2009. Elle s'y est rendue accompagnée de son avocat, qui n'a pas été autorisé à assister à la séance d'interrogatoire. Celui-ci a ensuite été informé que sa cliente avait été arrêtée et emmenée à la prison d'Evin, à Téhéran.

Somayeh Rashidi ne peut pas entrer en contact d'une quelconque manière avec ses avocats depuis qu'elle est détenue. Elle a été autorisée à joindre par téléphone des amis et des membres de sa famille à deux reprises au moins. Cependant, ses proches, qui vivent à Meched, une ville du nord-est du pays située à plusieurs centaines de kilomètres de Téhéran, n'ont pas obtenu la permission de lui rendre visite le 28 janvier, alors que Somayeh Rashidi leur avait indiqué par téléphone qu'elle pourrait les voir ce jour-là.

Avant son arrestation, cette jeune femme avait reçu l'interdiction de s'inscrire à un master sur les questions féminines au début de l'année universitaire en raison, semble-t-il, de ses activités au sein du mouvement de défense des droits des femmes et sur le campus.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en persan, en arabe, en anglais, en français ou dans votre propre langue) :**

- demandez la libération immédiate et inconditionnelle de Somayeh Rashidi, détenue uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression et d'association dans le cadre de ses activités de défense des droits des femmes ;
- exhortez les autorités iraniennes à protéger cette jeune femme, tant qu'elle est en détention, contre la torture et les autres formes de mauvais traitements, et à lui permettre sans délai d'entretenir des contacts réguliers avec ses proches et ses avocats, ainsi que de bénéficier de tous les soins médicaux nécessaires ;
- rappelez-leur que l'Iran est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), qui garantit le droit à la liberté d'expression et d'association.

### **VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 19 MARS 2010 À :**

#### Responsable des autorités judiciaires

#### provinciales à Téhéran :

Ali Reza Avaei

Karimkhan Zand Avenue

Sana'i Avenue, Corner of Ally 17, No 152

Tehran, République islamique d'Iran

Courriel : [avaei@Dadgostary-tehran.ir](mailto:avaei@Dadgostary-tehran.ir)

Formule d'appel : *Dear Mr Avaei, / Monsieur,*

#### Responsable du pouvoir judiciaire :

Ayatollah Sadeqh Larijani

Howzeh Riyasat-e Qoveh Qazaiyeh (Office of the Head of the Judiciary)

Pasteur St., Vali Asr Ave., south of Serah-e

Jomhuri, Tehran, 1316814737

République islamique d'Iran

Courriel : *via son site Internet :*

<http://www.dadiran.ir/tabid/75/Default.aspx?Firs>

*rst* (1<sup>er</sup> champ comportant une étoile :

prénom ; 2<sup>e</sup> champ : nom de famille ;

3<sup>e</sup> champ : adresse électronique)

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

*Monsieur le Ministre,*

#### **Copies à :**

Chef du Comité des droits de l'homme au

sein du pouvoir judiciaire :

Mohammad Javad Larijani

Howzeh Riassat-e Ghoveh Ghazaiyeh

Pasteur St, Vali Asr Ave., south of Serah-e

Jomhuri

Tehran 1316814737

République islamique d'Iran

Fax : +98 21 3390 4986

Courriel : [bia.judi@yahoo.com](mailto:bia.judi@yahoo.com) (objet :

« FAO Mohammad Javad Larijani »)

Formule d'appel : *Dear Mr Larijani, /*

*Monsieur,*

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays.** Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## UNE DÉFENSEURE DES DROITS DES FEMMES DÉTENUE

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Somayeh Rashidi avait déjà été détenue pendant deux jours à la suite des manifestations antigouvernementales qui se sont déroulées le 4 novembre 2009, date anniversaire de la prise de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979. Après une manifestation – violemment réprimée par les forces de sécurité – qui a eu lieu à Téhéran en juin 2006, elle avait été exclue de l'université pendant un trimestre. Lorsqu'elle a tenté de reprendre ses études cette année, elle a découvert qu'un « astérisque » figurait sur son dossier. Ce procédé est utilisé par les autorités iraniennes pour empêcher les étudiants qui s'engagent dans la politique ou d'autres activités de poursuivre leurs études. Une interview de Somayeh Rashidi est disponible sur <http://www.signforchange.info/english/spip.php?article368> et une vidéo dans laquelle elle parle de son travail peut être visionnée sur <http://www.signforchange.info/english/spip.php?article634>.

La Campagne pour l'égalité, également appelée Un million de signatures, est une initiative populaire de défense des droits des femmes qui vise à mettre fin à la discrimination dont celles-ci font l'objet dans le droit iranien. Elle a été lancée en 2006 dans le but de recueillir un million de signatures de citoyens iraniens en faveur de la réforme des lois discriminatoires envers les femmes. Plus de 50 de ses membres ont été détenus en raison des activités qu'ils menaient dans ce cadre. Alieh Eghdam Doust purge actuellement une peine de trois ans d'emprisonnement pour avoir participé, pourtant sans violence, à une manifestation organisée en 2006 en faveur de l'égalité des droits entre hommes et femmes. *Change for Equality*, le site Internet de la Campagne, a été filtré par les autorités iraniennes au moins 21 fois.

En août, lors du premier d'une série de procès collectifs « pour l'exemple » de personnes arrêtées à la suite de l'élection présidentielle controversée, le mouvement de défense des droits des femmes a été désigné par le ministère public comme faisant partie d'une présumée « révolution de velours » visant à renverser le gouvernement en Iran. Noushin Ahmadi Khorassani et Parvin Ardalan, deux représentantes éminentes de la Campagne pour l'égalité, ainsi que Shirin Ebadi, la lauréate du prix Nobel qui soutient cette initiative depuis son lancement, ont été citées comme dirigeantes de groupes féministes, même si elles ne faisaient pas partie des personnes jugées.

Fin octobre, des militants de la Campagne pour l'égalité ont commencé à recevoir des convocations et certains, notamment Mehrnoush Etemadi et Hayedeh Tabesh, ont été arrêtés (voir l'AU 333/09, MDE 13/127/2009). Ils ont été libérés depuis lors. D'autres ont reçu l'interdiction de se rendre à l'étranger [voir la déclaration publique intitulée *Iran. La nouvelle vague de harcèlement et d'intimidation visant les défenseurs des droits des femmes doit cesser* (MDE 13/117/2009, 5 novembre 2009, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE13/117/2009/fr>)].

Amnesty International craint que les récentes arrestations et autres manœuvres de harcèlement dont ont fait l'objet des militants des droits des femmes ne marquent le début d'une nouvelle vague de répression de leurs activités pacifiques.

Pour en savoir plus sur la répression visant les membres de la Campagne pour l'égalité, veuillez consulter le document *Iran: Women's Rights Defenders defy repression* (MDE 13/018/2009, février 2008), disponible en anglais à l'adresse suivante : <http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE13/018/2008/en>. Pour obtenir de plus amples informations sur les conséquences de l'élection présidentielle controversée, veuillez consulter le document *Iran: Election contested, repression compounded* (MDE 2009/13/123, décembre 2009), disponible en anglais à l'adresse suivante : <http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE13/123/2009/en>.

AU 30/10, MDE 13/016/2010, 5 février 2010

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**

